

# Notes pour une allocution du Chef du Bloc Québécois

Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de  
Montréal (CÉRIUM) – 25 janvier 2007

---

## *Introduction*

Mesdames et messieurs du CÉRIUM,

Distingués invités,

Le 3 juin 2004, j'étais invité par le Conseil des relations internationales de Montréal, le CORIM, à prononcer un discours sur ma vision de la politique étrangère du Canada, dans une optique québécoise.

J'y affirmais que la nation québécoise avait des valeurs et des intérêts qui lui étaient propres, et que c'était le rôle du Bloc Québécois de projeter ces valeurs et ces intérêts sur la scène internationale et au Parlement fédéral. Je préférerais, bien sûr, que l'État québécois puisse le faire lui-même, avec un statut de plein droit, en tant que pays souverain.

D'ici là, chaque fois que le Bloc doit prendre position, j'essaie d'imaginer ce que ferait le gouvernement d'un Québec souverain. Car le Bloc Québécois n'est pas un parti d'opposition comme les autres.

Ayant remporté une majorité de sièges au Québec à chacune des cinq élections auxquelles nous avons participé et détenant 68 % des sièges du Québec aux communes, nous représentons le Québec à Ottawa. Nous assumons cette responsabilité en équipe, avec des députés de toutes origines, qui ont acquis beaucoup d'expérience au fil des années.

J'en profite pour souligner le travail d'une femme remarquable pour qui j'ai un grand respect et une grande affection : notre porte-parole en matière d'Affaires étrangères, M<sup>me</sup> Francine Lalonde.

Au cours des ans, M<sup>me</sup> Lalonde a tissé des liens très nombreux auprès du Corps diplomatique à Ottawa et un peu partout dans le monde. Et par sa connaissance approfondie des dossiers internationaux, elle a su gagner un grand respect. Francine Lalonde est une ambassadrice du Québec et je ne la remercierai jamais assez pour son travail.

À la Défense, nous comptons également sur un député d'une grande expérience qui prend son travail très au sérieux, qui connaît ses dossiers à fond : M. Claude Bachand. Claude n'est pas ici aujourd'hui et il a une très bonne excuse, car il est à Kandahar et à son retour il pourra témoigner de la situation sur le terrain. Du moins, de la situation sur la base canadienne. Je le salue.

En 2004, lors de cette allocution devant le CORIM, je soulignais les principes qui nous guidaient en matière de politique étrangère. J'y affirmais que les Québécoises et les Québécois avaient tout à gagner d'un monde qui verrait progresser le droit international et donc, le multilatéralisme, ainsi que le partage plus équitable de la richesse entre pays riches et pays pauvres.

J'y affirmais qu'au terrorisme il ne fallait pas répondre simplement par la force. Mais lorsque la force armée devient nécessaire, son emploi devait être ancré dans le droit international et les principes qui fondent la Charte des Nations Unies.

Voilà des principes qui nous guident toujours et que nous avons appliqués dans le cas de l'Afghanistan. Il s'agit d'un enjeu très sérieux, qui nous concerne tous.

Ce que la communauté internationale fait en Afghanistan constitue un test pour les Nations Unies, pour l'OTAN et pour l'avenir des interventions multilatérales dans le monde. La force armée qui y est déployée est ancrée dans le droit international, dans le multilatéralisme.

Quant aux efforts de reconstruction, ils visent à lutter contre la pauvreté, l'injustice et la corruption, ce terreau fertile pour le terrorisme et l'insécurité. C'est la raison pour laquelle le Bloc Québécois a appuyé cette intervention internationale depuis le début et continue de l'appuyer. C'est également pour cette raison qu'à mon avis, un Québec souverain aurait participé à l'intervention internationale en Afghanistan.

Par contre, nous disons tout aussi clairement que nous n'avons pas l'intention d'appuyer aveuglément le gouvernement canadien, ses orientations et ses décisions. C'est ce qui explique notre refus de donner un chèque en blanc au gouvernement Harper en mai dernier, lors du vote sur la prolongation de la mission canadienne.

Le gouvernement Harper voudrait nous engager dans une « guerre au terrorisme » sans fin aux côtés de l'administration américaine. Son ministre de la Défense affirmait encore samedi dernier que le Canada faisait la guerre en Afghanistan en représailles aux attentats du 11 septembre 2001. C'est bien là tout le problème.

On dirait que M. O'Connor ne s'est pas rendu compte que nous ne sommes plus aux lendemains du 11 septembre, que nous sommes passés à une autre étape.

Un ministre de la Défense qui parle de vengeance, ça illustre le problème qu'on a avec ce gouvernement qui ne fait pas la part des choses et qui met de l'huile sur le feu. On ne va nulle part avec une attitude semblable.

Le gouvernement Harper semble croire que le monde peut vaincre le terrorisme uniquement par la force et que le meilleur moyen de répliquer au 11 septembre, c'est par les armes. Il se trompe.

Le meilleur moyen d'arrêter le terrorisme en Afghanistan et ailleurs dans le monde, c'est de donner de l'espoir aux gens, pas de les bombarder. C'est la position que le Bloc Québécois défend depuis des années et c'est la seule qui corresponde aux valeurs et aux intérêts du Québec.

Nous exigeons donc des changements dans l'attitude du gouvernement canadien, afin qu'il propose un rééquilibrage de la mission en Afghanistan. C'est ce dont j'aimerais vous entretenir aujourd'hui.

### ***La nature de l'intervention internationale en Afghanistan et la participation canadienne***

Au départ, l'intervention internationale en Afghanistan fut une conséquence directe des attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis. Les pays occidentaux ont pris la décision d'intervenir en Afghanistan pour empêcher Al-Qaida de perpétrer d'autres attentats terroristes sous la protection du régime taliban. Ce faisant, nous avons du même coup une occasion de faire cesser les exactions commises contre la population afghane. À l'époque, le Bloc Québécois a appuyé cette intervention internationale.

Une fois que les Talibans furent chassés du pouvoir et que les terroristes furent dispersés, désorganisés et pourchassés dans leurs derniers retranchements, la nature de l'intervention devait être profondément modifiée. Comme me le disait le président Karzaï l'automne dernier, nous ne devons pas répéter l'erreur des années 1990 où, après le départ des Soviétiques, l'Occident a complètement délaissé l'Afghanistan.

C'est cette erreur, au bout du compte, qui a pavé la voie à l'arrivée au pouvoir des Talibans, qui faisaient fi des droits humains les plus élémentaires. Après le départ des Talibans, la priorité devait donc consister à aider les Afghans à reconstruire leur pays, pour ne pas retourner à la situation d'avant 2002. Les Nations Unies sont alors entrées en jeu.

À la Conférence de Bonn en 2001 et à celle de Tokyo en 2002, la communauté internationale s'est donné l'objectif de centrer l'intervention internationale sur la reconstruction du pays. C'est cette étape que le ministre O'Connor semble avoir

manquée. Pour reconstruire l'État afghan, il est nécessaire d'assurer la sécurité en attendant que le gouvernement afghan soit en mesure d'assurer lui-même le contrôle de son territoire. Par contre, il est tout à fait illusoire de penser assurer la sécurité avec des moyens militaires seulement.

S'il fut relativement facile de faire tomber le régime taliban, il est autrement plus exigeant de gagner la paix et de reconstruire un État afghan viable. C'est ça, l'objectif de fond de la coalition internationale et des Nations Unies :

Reconstruire l'économie, la démocratie et un État viable en Afghanistan pour permettre aux Afghans de diriger eux-mêmes leur pays et leur développement. C'est une mission tout à fait louable de venir en aide à un des pays les plus pauvres et les plus désintégréés de la planète.

Rappelons que le revenu par habitant y est de moins de un dollar par jour, avec une mortalité infantile très élevée, une espérance de vie qui ne dépasse pas 45 ans. Et il faut le souligner, on parle d'un des pays où la population est la plus jeune de la planète. Nous devons offrir un espoir d'avenir à ces jeunes.

C'est dans cette optique qu'a eu lieu la Conférence de Londres au début de 2006, réunissant le gouvernement afghan et la communauté internationale. À cette occasion, les participants ont adopté le Pacte pour l'Afghanistan et se sont donné des objectifs et un échéancier sur cinq ans visant des améliorations dans trois domaines cruciaux :

1. la sécurité;
2. la gouvernance, l'État de droit et les droits humains;
3. le développement économique et social.

La direction était donnée.

### ***Trois erreurs fondamentales***

De son côté, plutôt que d'engager un débat de fond sur ces objectifs et sur la meilleure façon, pour le Canada, d'y contribuer, le gouvernement Harper a forcé la tenue d'un vote précipité sur la prolongation de la mission canadienne en Afghanistan.

En agissant ainsi, le premier ministre a fait trois erreurs importantes :

1. il a forcé une décision précipitée des principaux partis en Chambre, provoquant une division au Parlement, ce qui a accru l'opposition envers cette intervention;

2. il a escamoté un débat pourtant fondamental et crucial, qui aurait dû porter sur les objectifs de reconstruction fixés à Londres, plutôt que de mettre essentiellement l'accent sur une rhétorique guerrière, ce qui a provoqué une réticence accrue de la population envers la participation canadienne;
3. et surtout, le premier ministre n'a pas eu la prudence de bien mesurer ce qu'allait être la tâche du Canada et de s'assurer que les militaires québécois et canadiens allaient œuvrer dans le meilleur environnement possible et avec tous les moyens nécessaires.

Au total, il a fait preuve d'irresponsabilité.

Lorsque nous l'avons questionné et critiqué – et nous l'avons fait inlassablement –, il a rejeté les critiques en affirmant que, et je le cite : « *We will not cut and run* », comme si débattre de cette question équivalait à faire preuve de lâcheté ! À chaque critique, il répond en affirmant que nous ne soutenons pas les militaires. Bien sûr que nous les supportons.

J'ai beaucoup d'admiration pour les hommes et les femmes qui sont prêts à risquer leur vie afin de servir leur pays et d'aider les autres. C'est pour cette raison qu'il faut agir de façon responsable et avec beaucoup de détermination dans la poursuite des objectifs de reconstruction. C'est pour eux, avant tout, que nous avons la responsabilité de poser des questions et d'émettre des critiques rigoureuses.

Quelques jours avant le vote de mai dernier, nous avons d'ailleurs posé une série de questions au Comité de la Défense. Nous avons posé des questions pratiquement identiques à celles que posaient eux-mêmes messieurs O'Connor et Harper en novembre 2005. M. O'Connor, par exemple, allait jusqu'à exiger du gouvernement Martin qu'il énonce clairement une stratégie de retrait en cas d'échec.

La première chose que doit donc corriger le gouvernement Harper, c'est son attitude, ici même au Québec et au Canada. Le gouvernement doit accepter de débattre ouvertement et avec transparence de la question afghane.

Le premier ministre, son gouvernement et son chef d'État-major ont trop longtemps et trop souvent mis l'accent sur une rhétorique guerrière, futile et contre-productive, au cours de la dernière année.

À la suite de l'opposition importante de la population et des critiques du Bloc Québécois, le gouvernement a commencé à mettre davantage l'accent sur le développement et la reconstruction. Malheureusement, les dernières déclarations du ministre O'Connor ont encore une fois tout remis en question. Le gouvernement doit expliquer à la population que si nous sommes en

Afghanistan, ce n'est pas pour servir les intérêts américains ou pour faire la guerre.

## **L'Afghanistan n'est pas l'Irak, l'Afghanistan ne doit pas devenir un autre Irak!**

Le premier ministre doit également reconnaître clairement que la situation est à la veille d'être critique dans le Sud de l'Afghanistan et que si rien n'est fait pour corriger la situation, nous risquons l'enlèvement.

Il doit reconnaître qu'il y a urgence et que des progrès concrets doivent être réalisés en matière de développement et de secours humanitaires avant l'été et la prochaine offensive talibane.

Enfin, Stephen Harper devra faire preuve de leadership sur la scène internationale et convaincre l'OTAN et nos alliés en Afghanistan de modifier les orientations de l'intervention internationale rapidement et profondément et d'en faire davantage.

Envoyer des hommes et des femmes risquer leur vie en Afghanistan est une décision grave et donc une lourde responsabilité qui échoit aux élus. Or, se retirer soudainement d'Afghanistan comme le réclame Jack Layton, ce serait irresponsable vis-à-vis de la population et du gouvernement afghan, de même que face à nos alliés.

Il serait tout aussi irresponsable de continuer la mission internationale telle qu'elle est menée actuellement sans la modifier et sans accepter aucune critique, comme le fait Stephen Harper.

Une autre chose qu'il devra corriger rapidement, c'est la façon déplorable dont il mène sa politique étrangère. Malheureusement, la politique étrangère du gouvernement Harper est manifestement improvisée et a mené à des résultats plutôt désastreux.

Je peux affirmer qu'en se collant d'aussi près aux politiques de l'administration Bush, en reniant ses engagements internationaux dans la lutte aux changements climatiques, par ses déclarations malheureuses lors de la crise du Liban, et ses déclarations malhabiles sur la Chine, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a isolé le Canada de plusieurs de ses partenaires sur la scène internationale. Il l'a fait au pire moment, alors qu'il doit convaincre nos alliés de contribuer davantage à la reconstruction de l'Afghanistan.

## ***La situation se détériore***

Il y a des modifications qui me semblent essentielles et ces changements sont nécessaires et urgents. La raison pour laquelle je parle d'urgence, c'est que la situation s'est détériorée depuis 2006, en particulier dans le Sud et dans l'Est.

De 2002 à 2005, il y a eu des progrès notables. Des élections libres ont été tenues. Les bases d'un État de droit ont été posées. L'économie a progressé et des progrès réels ont été accomplis dans la création d'une armée afghane. Il y a eu d'importantes opérations de déminage, des écoles et des dispensaires ont été construits et des infrastructures remises sur pieds. Mais force est de constater que, depuis le début de 2006, les choses vont en empirant.

Pour réussir à atteindre les objectifs de Londres, il faut gagner l'appui de la population afghane, non seulement en assurant sa sécurité, mais aussi et surtout en améliorant ses conditions de vie quotidienne.

Nous sommes prévenus par le Chef des forces de l'OTAN, le général David Richards, qui affirmait exactement cela en octobre dernier et qui le répétait encore cette semaine. L'Afghanistan est « sur le fil du rasoir », disait-il. Selon lui, si les conditions de vie des Afghans ne s'améliorent pas dans les six mois qui viennent, 70 % d'entre eux changeront de camp et apporteront leur soutien aux Talibans.

Au bout du compte, nous courons le risque que les forces de l'OTAN soient perçues comme une armée d'occupation, comme c'est le cas en Irak. Les membres de la mission du Conseil de sécurité, qui a déposé son rapport le 4 décembre dernier, font le même constat. La dernière année écoulée a été caractérisée par ceci – je cite le rapport de la mission : « L'intensification de l'insurrection menée par les Talibans; la recrudescence de la production et du trafic de drogues illicites; la généralisation de l'insécurité dans le sud et dans l'est du pays; l'impunité avec laquelle des criminels, des fonctionnaires corrompus et des commandants de groupes armés illégaux poursuivaient leurs agissements. » Et finalement : « Ces facteurs avaient tempéré les espoirs légitimes des Afghans en suscitant découragement et déception. »

L'ONU confirme donc que la situation se détériore. Les efforts de développement sont chaotiques, ils sont insuffisants et ne permettent pas à la population afghane de voir une vraie différence dans sa vie quotidienne.

Les rebelles Talibans disposent d'une base de repli au Pakistan et leurs actions se renforcent plutôt que de s'affaiblir. Pour sa part, le gouvernement pakistanais n'a pas démontré une volonté réelle et ferme de couper les bases arrière des Talibans. La culture du pavot est en plein essor, étant à la base de 30 % à 60 %

de l'économie afghane. Le trafic qui s'ensuit est à la source de la corruption et du financement des Talibans, comme des chefs de guerre.

Pour ce qui est du déploiement militaire, il est clair, selon les dires mêmes des responsables de l'OTAN, que les effectifs sont insuffisants, ce qui pose des risques supplémentaires aux soldats déjà présents. Et à Riga, lors du sommet de l'OTAN l'automne dernier, le premier ministre du Canada, qui était venu demander de l'aide, a été reçu froidement, c'est le moins qu'on puisse dire.

Mesdames et messieurs, la situation en Afghanistan ne va pas en s'améliorant. En fait, la situation se dégrade dangereusement. Il est encore temps de modifier les orientations de l'intervention internationale, mais il devient urgent de le faire.

Nous ne gagnerons pas l'appui des Afghans simplement en combattant les Talibans au moyen des armes et en les pourchassant dans les montagnes. Nous n'arriverons pas à atteindre les objectifs du Pacte sur l'Afghanistan en continuant sur la voie actuelle et au risque de perdre encore beaucoup de vies afghanes, canadiennes et québécoises.

Je le répète, il y a urgence à rectifier l'orientation actuelle dans trois domaines :

1. il faut augmenter et mieux coordonner l'aide à la reconstruction;
2. il faut modifier la nature du déploiement militaire;
3. et il faut changer radicalement l'approche face au problème de l'opium.

### ***Accentuer et coordonner l'aide au développement***

La première modification importante qui doit intervenir en Afghanistan, c'est de mettre clairement et concrètement l'aide au développement tout en haut des priorités. Les objectifs de la communauté internationale passent d'abord et avant tout par le développement et la reconstruction de l'État afghan et de sa démocratie.

Si la coalition internationale et le gouvernement afghan perdent l'appui de la population afghane, les forces internationales vont se transformer en force d'occupation. Le gouvernement afghan estime à 4 milliards de dollars le niveau d'aide nécessaire chaque année. Or, dans les faits, ce niveau d'aide n'est pas atteint.

Trop de ressources tombent entre les mains d'intermédiaires, trop d'engagements ne sont pas concrétisés dans la réalité et les priorités fixées lors du Pacte ne sont pas toujours respectées.

Le Canada, malgré des efforts méritoires, doit lui aussi augmenter considérablement son aide. De 2001 à mars 2006, l'effort militaire canadien s'est élevé à 1,8 milliard de dollars, tandis que l'aide effectivement déboursée s'est élevée à moins de 300 millions de dollars. Le déséquilibre est flagrant.

Le gouvernement conservateur ne doit pas se contenter de faire des annonces et de donner des chiffres, il doit trouver le moyen d'accélérer et d'augmenter l'aide effective. Il doit annoncer qu'il compte augmenter son aide et donnant ainsi l'exemple, il devra convaincre nos alliés d'en faire davantage, en particulier dans le Sud et l'Est du pays. Il faut des résultats visibles rapidement.

Je parle ici d'aide humanitaire à court terme, de la construction de routes, d'infrastructures de base qui vont aider les Afghans, notamment en matière d'agriculture. Il faut en effet réaliser que 80 % de la population vit de l'agriculture. Par exemple, il y a une priorité qui est bien identifiée et qui est évidente : c'est l'eau. Nous devons aider les Afghans à reconstruire leur réseau de puits et construire des systèmes d'irrigation. Or, tous les rapports que nous recevons du terrain nous indiquent que les progrès dans ce domaine sont très lents, trop lents. Il en va de même pour la construction de routes, l'acquisition de génératrices pour la production d'électricité et du financement des forces policières.

Le Canada doit donner l'exemple en faisant davantage, pour inciter les autres à augmenter leur niveau d'aide, qui demeure insuffisant. Je vous donne un exemple : comparons la situation en Afghanistan avec ce qui s'est fait en Bosnie. Entre 1996 et 1999, les Bosniaques ont reçu 325 \$ par habitant en aide internationale. Tandis qu'en Afghanistan, entre 2002 et 2006, l'aide s'est élevée à moins de 50 \$ par habitant, ce qui est six fois moins. Le constat général est frappant.

D'autre part, il est notoire que les efforts d'aide et de reconstruction sont très pauvrement coordonnés. Les membres de la mission du Conseil de sécurité insistent fortement dans leur rapport pour corriger cette situation. Le Secrétaire général de l'OTAN a lui aussi souligné très fortement cette nécessité. Je le cite : « Nous avons besoin d'une meilleure structure de coordination internationale pour l'Afghanistan qui supervise à la fois la sécurité, la reconstruction et les politiques qui s'y rattachent. »

Il faut donner à l'ONU les moyens de coordonner tous ces efforts. Il faut penser à nommer un Haut Représentant de l'ONU avec des pouvoirs réels et forts, inspiré de ce qui s'est fait en Bosnie et au Kosovo, pour qu'il puisse coordonner l'ensemble des efforts en collaboration avec l'État afghan.

Ce Haut Représentant devrait également être en mesure de faire le lien entre l'OTAN et les équipes de reconstruction, de façon à orienter l'aide vers les priorités identifiées lors de la Conférence de Londres. Il faudrait que ce

représentant de l'ONU devienne le véritable maître d'œuvre de l'intervention internationale aux côtés de l'État afghan.

Le premier ministre doit convaincre ses partenaires de faire de la coordination une priorité. L'État afghan n'a pas encore les capacités nécessaires pour coordonner les efforts de reconstruction et de développement. La Banque mondiale a créé un programme pour fournir de l'expertise à l'État afghan et le Canada doit poursuivre et accroître son appui financier et politique à ce programme. C'est important que l'État afghan réussisse à distribuer lui-même le plus possible d'aide de façon à asseoir sa légitimité.

Le Canada et ses alliés doivent également canaliser autant que possible leur aide par l'entremise des organisations multilatérales, en particulier des agences de l'ONU, ce qui éliminera nombre de chevauchements et d'efforts contradictoires.

Voilà une première modification importante que le gouvernement Harper doit préconiser : augmenter et mieux coordonner l'aide. Il y a là un rééquilibrage majeur à apporter à la mission canadienne et à l'intervention internationale.

### ***Modifier l'engagement de sécurité***

Je l'ai dit un peu plus tôt et je crois que tout le monde est bien conscient du fait qu'on ne peut apporter efficacement de l'aide sans un minimum de sécurité. D'autre part, comme le disait si clairement le général Richards, il serait vain d'espérer augmenter la sécurité sans parvenir à améliorer le sort de la population. Il faut modifier la façon dont l'OTAN envisage le maintien de la sécurité dans le Sud du pays.

Pour le moment, une grande partie du contingent canadien consacre la majorité de ses efforts à pourchasser les Talibans. Nous ne pouvons pas nous contenter de cette seule stratégie. Il faut que les forces de l'OTAN et le gouvernement afghan envisagent des solutions politiques autant que militaires pour créer un contexte dans lequel il sera possible de reconstruire dans le Sud.

En ce sens, le Canada doit appuyer fermement toutes les initiatives d'ouverture du gouvernement afghan visant à intégrer dans la société civile les Talibans qui acceptent de déposer les armes. Une telle stratégie, plus politique que guerrière, nous aiderait également à éviter les pertes civiles infligées par les forces de l'OTAN.

L'OTAN reconnaissait d'ailleurs, au début du mois, que ses forces avaient tué de nombreux civils en Afghanistan l'an dernier. Il faut éviter ces bavures. À mesure que l'armée afghane devient opérationnelle, elle pourra s'occuper de pourchasser les terroristes et les rebelles qui refuseraient de désarmer.

Il faut donc accélérer son développement et le Canada doit continuer et si possible, accentuer son aide technique et financière. Encore une fois, il est impératif de ne pas transformer les forces alliées en forces d'occupation, ce qui ferait assurément en sorte que la population se retourne contre elle. Il faut garder en tête que la priorité en Afghanistan, c'est d'accélérer le développement et la reconstruction.

D'autre part, les commandants de l'OTAN réclament davantage de soldats au sud du pays et une modification des règles d'engagement de certains contingents. Le général Richards demande 2 500 soldats de plus. Il faut bien sûr que l'OTAN se donne les moyens nécessaires pour assurer la sécurité de la population afghane et des soldats déjà présents là-bas. Mais il doit être parfaitement clair que ce n'est pas en augmentant sans cesse les forces militaires en Afghanistan que nous réussissons.

Pour ce qui est du Canada, ses capacités militaires sont déjà étirées au maximum et il est hors de question d'accepter d'ajouter des troupes. Le premier ministre Harper doit impérativement convaincre les États-Unis de ne pas délaisser l'Afghanistan au profit de l'Irak.

Enfin, il doit convaincre certains pays de modifier leurs règles d'engagement, de façon à ce que ceux-ci puissent fournir une contribution pleine et entière aux forces de la FIAS dans le Sud et dans l'Est. Il faut donc adopter une approche plus politique.

Il faut accélérer le développement de l'armée afghane et convaincre certains pays de modifier leurs règles d'engagement. C'est la deuxième modification importante qui doit survenir dans la nature de l'intervention internationale.

Avant de passer au point suivant, je veux souligner l'importance, pour le Canada, de respecter intégralement les Conventions internationales en matière de traitement des prisonniers. Des progrès importants ont été faits depuis 2001, mais il reste encore un pas à franchir et c'est dans le suivi du traitement des prisonniers. Le Canada doit être irréprochable dans ce domaine et s'inspirer de la Hollande.

### ***Le problème de la culture du pavot***

Nous savons que l'Afghanistan est la source de 90 % de l'héroïne qui circule à travers le monde. Comme je le disais un peu plus tôt, les experts estiment que la culture du pavot et le trafic qui s'ensuit représentent de 30 % à 60 % de l'économie officielle en Afghanistan. Selon l'ONU, la récolte de pavot a atteint des records cette année. Nous avons là un très, très sérieux problème.

Je cite encore une fois le rapport remis au Conseil de sécurité : « La plupart des interlocuteurs de la mission ont estimé que l'expansion rapide de l'économie de la drogue constituait la menace la plus grave à la stabilité du pays. » Le trafic illicite d'opium alimente la corruption au sein de l'État afghan. Et ce trafic sert au financement des insurgés talibans. Cela doit nous amener à prendre conscience que les stratégies actuellement à l'œuvre pour contrer ce fléau sont un échec patent.

Les Américains insistent pour éradiquer les champs de pavot, sans pour autant avoir développé suffisamment d'alternatives agricoles pour les communautés qui vivent de cette culture. Si on empêche les paysans afghans et leur famille de vivre décemment en arrachant les plants et en arrosant d'herbicide les champs de pavot, on les pousse directement dans les bras des Talibans et des trafiquants.

Cela met les militaires occidentaux dans une très mauvaise posture car, aux yeux des Afghans, ils se rendent complices de ceux qui veulent les priver de leur gagne-pain. Il est urgent de proposer une alternative aux paysans afghans. Nous devons essayer une nouvelle stratégie. Nous devons prendre des décisions courageuses et audacieuses.

Je suggérais au printemps dernier d'étudier la possibilité d'acheter la récolte de pavot et de s'en servir pour fabriquer des médicaments, ce qui se fait déjà dans d'autres pays, notamment en Inde. Stéphane Dion a lui aussi repris cette idée dernièrement. Je crois que nous en sommes rendus là. Il faut examiner sérieusement une stratégie en trois étapes :

1. continuer et intensifier la répression contre les trafiquants de drogue;
2. financer et mettre sur pied des programmes de cultures alternatives et construire des infrastructures – routes, marchés publics et moyens de réfrigération – permettant leur mise en marché et acheter aux producteurs afghans une partie de la récolte pour permettre le décollage de ce marché;
3. enfin, pour une période transitoire, acheter la récolte de pavot directement auprès des paysans en vue d'une utilisation à des fins médicales, pour la fabrication de codéine ou de morphine.

L'Association médicale britannique recommande d'ailleurs d'utiliser l'opium afghan pour fabriquer de la diamorphine, ce qui permettrait à la fois d'aider les paysans afghans et de combler une pénurie de ce médicament. Là aussi, le concours de l'État afghan est primordial, c'est pourquoi nous devons impérativement accélérer la création d'une force de police compétente et honnête.

Or, il appert que les policiers afghans sont sous-payés, soit autour de 50 \$ par mois, et que leurs salaires sont couramment détournés, au moins en partie, par

leurs supérieurs. Le 8 janvier, le Canada a annoncé qu'il verserait les salaires de 1500 recrues de police. Il s'agit du genre d'initiative que nous réclamons depuis longtemps et il faut persister dans cette voie.

Pour ce qui est des champs de pavot, les États-Unis consacrent des centaines de millions à la répression et à l'éradication, une politique qui a échoué en Colombie et ailleurs dans le monde. Pourquoi ne pas consacrer ces millions à une stratégie alternative?

Je demande au premier ministre de reprendre à son compte cette stratégie ou une approche similaire et de convaincre les États-Unis, l'État afghan et la communauté internationale de faire preuve d'audace. Il s'agit d'une des conditions de la réussite de l'intervention internationale. Il y a là un changement radical de politique face à ce fléau. Ce troisième changement est nécessaire et urgent.

Le premier ministre a tout fait pour améliorer les relations entre le Canada et les États-Unis sans que cela ne produise d'effets concrets pour le Canada. Il est temps, maintenant, d'aller chercher des résultats concrets.

## ***Le Pakistan***

Un des problèmes majeurs que rencontrent les forces internationales dans le Sud de l'Afghanistan, c'est le fait que les Talibans disposent d'une base de repli au Pakistan. Ce pays a une attitude troublante depuis longtemps. Il s'agit d'un régime dirigé par une junte militaire.

L'armée et les services de sécurité pakistanais en mènent large et nous savons très bien qu'ils ont été à l'origine de la mainmise des Talibans sur l'Afghanistan dans les années 90. Depuis ce temps, le Pakistan n'a pas démontré une volonté ferme et réelle de couper l'accès de leur frontière aux insurgés. Sauf pour émettre une proposition inacceptable comme de miner la frontière.

Il nous faut accroître la pression diplomatique sur le gouvernement pakistanais. Le Pakistan est une clé de voûte incontournable si nous voulons atteindre nos objectifs. Et jusqu'ici, force est de constater que nous n'avons pas progressé de façon satisfaisante.

## ***Une conférence internationale***

Le gouvernement du Canada aura une première occasion de faire avancer ces propositions, à l'occasion d'une rencontre ministérielle à l'OTAN. Le principal

sujet à l'ordre du jour de ce sommet des ministres des Affaires étrangères, c'est précisément l'Afghanistan.

Le ministre canadien des Affaires étrangères devrait aborder, au moins informellement, chacun de ces sujets auprès de nos alliés. Mais ce sommet de l'OTAN ne suffit pas.

En novembre dernier, l'Italie appelait la tenue d'une conférence internationale sur l'Afghanistan. Le 15 janvier dernier, elle a réitéré son appel aux côtés du gouvernement afghan. Le sous-secrétaire d'État italien aux Affaires étrangères déclarait ceci : « L'objectif premier de cette conférence est de montrer que nous pouvons faire plus, que nous pouvons faire mieux, et de façon plus efficace. »

Le gouvernement conservateur serait bien inspiré de se faire lui aussi le promoteur d'une telle conférence. Ce serait une occasion importante d'amener la communauté internationale à réaffirmer sa volonté de réussir en Afghanistan en se donnant les moyens financiers et techniques d'acheminer l'aide promise et de redonner espoir à la population afghane.

Il faut que les milliards promis se retrouvent effectivement sur le terrain, selon les priorités les plus urgentes et avec une coordination accrue. Cette conférence doit également réunir les pays voisins de l'Afghanistan, et notamment l'Iran, l'Inde et le Pakistan.

L'attitude du Pakistan en Afghanistan s'explique en bonne partie par le conflit indopakistanaï. Il est essentiel de convaincre ces deux pays de participer à une telle conférence. Le gouvernement doit entreprendre dès demain à Bruxelles des démarches visant à modifier substantiellement les orientations de l'intervention internationale en Afghanistan. Il doit entreprendre un véritable débat, ouvert, transparent et sans préjugés avec les autres partis en Chambre et avec la population.

La Conférence de Londres a fixé des objectifs et un échéancier. Un an plus tard, il est devenu évident que la situation se détériore dans une large partie de l'Afghanistan. Nous risquons l'enlisement et l'échec et donc, le retour d'un régime taliban moyenâgeux qui posera un risque à la sécurité internationale. Nous risquons des vies. Il faut agir et agir rapidement.

C'est dans ce contexte que le 11 décembre dernier j'ai affirmé que le Bloc Québécois pourrait voter contre le gouvernement sur la question afghane. Il ne s'agissait pas d'appuyer ou non l'intervention en Afghanistan, mais bien d'exprimer notre désaccord avec la politique menée par le gouvernement conservateur. Je le répète aujourd'hui : M. Harper ne pourra compter sur le Bloc que s'il s'engage fermement dans la direction que j'ai énoncée aujourd'hui.

## ***Conclusion***

En terminant, j'aimerais dire aux Québécoises et aux Québécois que l'intervention internationale en Afghanistan est une noble cause. Cette mission a pour but d'aider un peuple parmi les plus démunis de la planète. Pour jouer notre rôle, nous sommes appelés à faire des sacrifices, mais ils en valent la peine.

L'Afghanistan n'est pas l'Irak. Et nous allons tout faire pour que l'Afghanistan ne devienne pas un autre Irak. Mais si, par malheur, le pire devait se produire et que l'intervention internationale s'embourbait, je peux vous assurer que le Bloc Québécois ne sera pas complice d'une participation canadienne, et donc québécoise, à une escalade militaire.

Merci.